

10 juin 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Schroeder, Chancelier allemand, sur le projet de constitution européenne, la réforme de la PAC, la mort de soldats allemands en Afghanistan, la participation militaire allemande au Congo, le Proche-Orient et la "feuille de route" complémentaire sur le conflit entre Israël et la Syrie et le Liban, Berlin le 10 juin 2003.

LE CHANCELIER - Je suis ravi de vous accueillir à Berlin et je me réjouis d'accueillir à Berlin une nouvelle fois le Président CHIRAC et le Ministre des affaires étrangères. Il n'y a pas eu de problèmes bilatéraux, vous comprendrez que nous n'avons pas eu à discuter des questions bilatérales et nous avons eu des conversations extrêmement amicales et pleines de confiance. Au centre de nos discussions, la question de la poursuite des questions européennes, notamment avec les discussions à la Convention. Il y a eu une nouvelle proposition du Praesidium. La France et l'Allemagne sont résolues à soutenir pleinement cette proposition du Praesidium, notamment parce que cette proposition correspond à notre initiative commune, entre la France et l'Allemagne, entre le Président et moi-même, proposition que nous avons faite à la Convention. Les discussions se sont poursuivies à la Convention et je pense que nous pouvons avoir très bon espoir d'arriver à un succès à Thessalonique.

Deuxième chose dont nous avons parlé, ce sont les questions de la politique agricole commune. Parmi les grandes convergences entre l'Allemagne et la France, les deux pays sont particulièrement soucieux des intérêts économiques du partenaire. Je dis cela sans réserve, cela s'applique aussi aux intérêts agricoles qui sont peut-être plus marqués en France mais cela s'applique également aux intérêts de la politique industrielle qui sont peut-être plus marqués en Allemagne.

Nous avons discuté de cela, nous avons essayé de voir comment d'un côté nous pouvons faire progresser les nécessaires réformes pour permettre d'arriver à un bon résultat lors des négociations de l'OMC, mais également pour veiller à ce que ces intérêts qui étaient au coeur de la fondation de l'Union européenne soient pris en compte. Nous avons chargé nos ministres de l'agriculture de se baser sur ce qui a été convenu entre nous à Bruxelles avant le sommet de Copenhague sur l'élargissement et, à partir de là, de dégager des formulations qui garantiraient le succès du Conseil agriculture de ces prochains jours.

Ici notre premier souci c'est d'abord de préserver les intérêts agricoles de l'Europe, de la France, notamment, mais aussi de l'Allemagne mais notre souci est aussi de ne pas mettre en danger la réussite des négociations de l'OMC et nous sommes convenus que ce qui a été décidé à Bruxelles s'appliquait, que certains aménagements concernant la modulation ou concernant le découplage partiel seraient possibles à partir de 2006. Les détails devront être discutés mais, cela mis à part, le compromis trouvé à Bruxelles est d'actualité. nous allons le défendre ensemble dans les

le compromis trouvé à Bruxelles est à attendre, nous attendons le verdict ensemble dans les instances européennes.

Quant au reste, il y a également accord entre nous pour dire que les plafonnements décidés concernant le financement de la politique agricole, ses limites maximales et leur plafonnement s'appliquent pour l'Allemagne, pour les intérêts financiers de l'Allemagne ceci revêt une grande importance et je me félicite vivement que nous ayons trouvé un accord complet là-dessus.

Un certain nombre de questions internationales ont également été abordées à l'occasion de cet entretien mais je suis convaincu que vous poserez vous-mêmes des questions à ce sujet et que nous pourrons y répondre en éclairant nos positions. Et je laisse maintenant la parole au Président de la République.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs,

Je voudrais d'abord dire que j'ai renouvelé au Chancelier, en mon nom et surtout au nom de la France, au nom du peuple français, mes très sincères condoléances et ma totale solidarité à la suite de la mort de 4 soldats allemands de la force internationale de Kaboul, lâchement assassinés à la suite d'un attentat. Les soldats allemands sont engagés au service de la paix, souvent d'ailleurs la main dans la main avec des soldats français, sur un certain nombre de théâtres d'opérations, notamment en Afghanistan mais aussi dans les Balkans, également dans la corne de l'Afrique. Et les soldats allemands montrent un professionnalisme, une rigueur, une efficacité qui sont au-dessus de toute éloge et c'est donc avec un coeur particulier que j'ai présenté ces condoléances pour la mort de quatre d'entre eux au Chancelier, aux familles des victimes et naturellement au peuple allemand.

Sur nos entretiens, le Chancelier, que je remercie pour un accueil particulièrement agréable comme d'habitude, le Chancelier a tout dit et nous n'avons pas de divergences de vues. Nous plaiderons ensemble pour un résultat positif à Thessalonique pour ce qui concerne la réforme institutionnelle sur la base des propositions du Praesidium, dont nous adoptons les propositions de la même façon, avec la même approche. Nous avons évoqué les autres problèmes de nature agricole, le Chancelier l'a dit et nous sommes tout à fait d'accord, de nature industrielle également, ce qui est aussi important. Et nous sommes également d'accord sur les différents points qui ont été évoqués. Nous avons manifesté également une même approche concernant les problèmes internationaux, qu'il s'agisse de l'Iraq, du Proche-Orient et du conflit israélo-palestinien d'une part, israélo-syrano-libanais d'autre part. Nous avons fait la même analyse en ce qui concerne l'Afghanistan et également la situation au Congo. Donc nous n'avons pas de divergences de vues et une volonté clairement affirmée d'aller de l'avant, la main dans la main, sur tous les problèmes qui nous sont présentés.

Nous avons enfin, officiellement, donné mission à deux personnalités pour assumer les responsabilités que nous avons évoquées lors de notre dernière réunion, de secrétaire général pour la coopération germano-française et franco-allemande, avec M. Hans-Martin BURY pour la partie allemande et Mme Noëlle LENOIR pour la partie française. Voilà les principaux sujets. Nous avons enfin évoqué un problème particulier qui est celui du Timor et nous avons décidé d'apporter dans toute la mesure du possible notre soutien au Président élu du Timor oriental dans les efforts qu'il fait pour enraciner la démocratie et la paix dans son pays.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez parlé des réformes. Il y a un problème commun à la France et à l'Allemagne, c'est celui du financement des retraites. Est-ce que vous avez échangé des expériences ou des idées à ce sujet et pensez-vous que l'expérience d'un pays pourrait être utile à l'autre ?

LE PRESIDENT - Il est certain que l'effort de l'Allemagne pour moderniser, assurer les réformes essentielles peuvent faire l'objet d'une utile réflexion en ce qui concerne la France. Ceci étant, il s'agit là de deux problèmes strictement nationaux et particulièrement d'actualité pour ce qui nous concerne et donc ce n'était pas l'objet de nos entretiens d'aujourd'hui.

QUESTION - Monsieur le Chancelier, concernant la situation internationale puisqu'on a eu à déplorer les premiers morts allemands qui ont été assassinés en Afghanistan, est-ce qu'il y a une raison pour vous de réduire ou de modifier ou de réviser la participation allemande sur le terrain international, par exemple au Congo, votre position de principe ? D'autre part, le Président

américain vous a téléphoné très spontanément après, est-ce que ceci a redonné une nouvelle qualité dans les relations germano-américaines ?

LE CHANCELIER - Tout d'abord, le fait que la mort de ces soldats me touche tout autant que chacun d'entre nous en Allemagne est une évidence, et j'ai été très heureux d'entendre de la bouche du Président de la République, pas seulement aujourd'hui mais dès que cette tragédie a été rendue publique, de l'entendre m'exprimer ses condoléances et j'ai été heureux de la réaction de George BUSH, naturellement. C'est ainsi que l'on agit entre alliés, ça va peut-être un petit peu au-delà aussi. Entre la France et l'Allemagne, il y a bien sûr une qualité particulière des relations, vous le savez on n'a pas besoin de le rappeler toujours. Cela étant, aussi difficile que soit cette expérience et cet attentat, la position de l'Allemagne dans la lutte contre le terrorisme international ne saurait en rien être changée suite à un tel drame. Nous connaissons les risques mais nous savons aussi à quel point ce combat est nécessaire pour prémunir les risques qui pèsent sur notre peuple et les autres peuples du monde. Voilà pourquoi la position allemande ne changera pas, cela concerne tout autant l'Afghanistan que l'appui tout à fait naturel que nous avons apporté dans les opérations au Congo.

C'est naturellement la France qui aura la responsabilité principale dans cette affaire, nous pouvons apporter une aide, cela ne peut pas aller beaucoup plus loin. Mais ce que nous faisons nous le faisons très volontiers en sachant aussi que cela montre que dans des situations difficiles les Français, les Allemands, les Européens non seulement ont la volonté d'agir ensemble mais en ont également les moyens. Et s'il est vrai qu'un tel événement est difficile et tragique rien ne saurait pour autant être changé dans notre position de principe de lutte contre le terrorisme international parce que si l'on changeait quelque chose à notre position, ceci ne ferait qu'accroître les menaces pour nos peuples.

QUESTION - Une question pour le Président et le Chancelier, il s'agit de la décision de la Grande-Bretagne sur l'Euro et sur un referendum de l'Euro, quelle est votre réaction à ce sujet ?

LE PRESIDENT - Nous avons, l'un et l'autre, été très amicalement prévenus avant l'annonce officielle par le Premier ministre britannique, dans des termes tout à fait clairs, c'est à dire qu'il s'agit pour l'Angleterre non pas du refus naturellement de rentrer dans l'Euro, mais d'attendre les modifications, notamment économiques, qui lui permettront de le faire de façon plus naturelle et plus efficace. Nous souhaitons que l'Angleterre rejoigne l'Euro, mais nous n'avons naturellement pas l'intention de la bousculer.

LE CHANCELIER - Je ne peux que rejoindre les propos du Président. J'ajouterai que beaucoup de personnes s'attendaient à une décision plus négative. Je crois que la Grande-Bretagne a clairement manifesté son désir, sa volonté de participer pleinement à ce mouvement. La décision de ne pas organiser de referendum aujourd'hui est assortie de la perspective de réexaminer la question l'année prochaine. Pour moi c'est un signal résolument pro-européen.

QUESTION - Monsieur le Président, j'ai deux questions à vous poser. Vous avez parlé du Proche-Orient, ce qui est évidemment normal dans la situation actuelle, mais je suis un peu étonné que vous ayez parlé du Liban, de la Syrie en relation avec ce conflit. Est-ce à dire que vous envisagez de faire une pression sur ces deux pays pour que le Hezbollah ne jette pas d'huile sur le feu ? Première question.

La deuxième question porte sur la nature des relations franco-allemandes. Certains commentateurs ont cru pouvoir dire que la chaleur retrouvée avait un peu nui à nos relations avec d'autres pays européens. Alors est-ce que vous voulez mettre un bémol dans, en tous cas, les démonstrations de joie ? Est-ce que notamment le fait que ce ne soit pas la réunion qui avait été annoncée, c'est-à-dire un Conseil des ministres, est-ce que c'est le reflet de ça ?

LE PRESIDENT - Alors tout d'abord sur le Proche-Orient, je me permets de vous indiquer que la situation de guerre existe, d'une part entre Israël et les Palestiniens et, d'autre part, entre Israël et la Syrie et le Liban. Il n'y a donc rien d'étonnant lorsqu'il s'agit de s'engager résolument, et nous approuvons de ce point de vue tout à fait la démarche du Président BUSH quand il s'agit de s'engager résolument sur la voie de la paix, il est tout à fait naturel de parler aussi du conflit qui existe entre la Syrie et le Liban. Chacun, je crois, peut comprendre cela sans faire un effort

intellectuel excessif. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous approuvons les réflexions que conduit actuellement M. SOLANA au titre de l'Union européenne pour voir dans quelle mesure une feuille de route complémentaire à la feuille de route actuelle ne devrait pas être élaborée et proposée par le Quartette pour ce qui concerne la partie Israël-Syrie-Liban. Vous avez évoqué le problème du Hezbollah. Je veux dire que dans l'état actuel des choses ce n'est pas un problème d'actualité puisque, à ma connaissance, cette organisation politique et militaire ne s'est pas manifestée depuis un certain temps sur le terrain.

Quant à nos relations avec les autres pays européens, je tiens à vous rassurer tout de suite et elles sont tout à fait excellentes et entendent le rester. Chacun comprend parfaitement et chacun sait dans l'Union européenne que l'accord entre l'Allemagne et la France est un élément déterminant de la construction et du progrès dans la construction européenne. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs quand, par hasard, historiquement, nous n'avons pas été d'accord, nous avons très rapidement été dénoncés par tous nos partenaires comme ceux qui bloquent la construction européenne. Alors nous sommes tout à fait déterminés à ne pas engendrer cette accusation et, je vous l'ai dit, à poursuivre la main dans la main sur la voie de la construction européenne et ceci dans le plus parfait accord et dans la plus grande harmonie avec tous les autres membres actuels ou prochains de l'Union européenne.

LE CHANCELIER - Je partage pleinement la position du Président et je n'ai donc pas un mot à y ajouter.

QUESTION - Une question au Président et au Chancelier. Monsieur le Chancelier, est-ce que vous avez pu proposer quelque chose au Président concernant le Congo, allant au-delà de ce qui a déjà été annoncé ? Puis une question au Président de la République maintenant : est-ce vous pensez que ce que fera la République fédérale sera suffisant et qu'est-ce que vous attendez des autres partenaires européens ?

LE CHANCELIER - Je crois qu'on a vu clairement pourquoi l'union franco-allemande, l'Union européenne s'exprime dans cette question. J'ai parlé des limites des ressources allemandes, j'ai déjà montré ce que nous pouvions faire, ce que nous étions prêts à faire et le Président comprend parfaitement la nature de notre contribution et voilà pourquoi il n'a pas adressé la moindre exigence supplémentaire à l'endroit de l'Allemagne.

LE PRESIDENT - Il s'agit d'abord d'une opération demandée par l'ONU, sous son contrôle et sous chapitre VII. C'est donc une opération à mandat international. Deuxièmement, ce mandat a été confié à l'Union européenne. C'est donc l'Union européenne qui agit. Alors l'Union européenne a décidé que la France serait nation cadre et la France a accepté. A Kaboul, c'est l'Allemagne qui dirige. Au Congo, c'est la France. C'est comme ça. Naturellement on ne peut pas demander aux mêmes pays de faire les efforts en Afghanistan, en Afrique ou ailleurs. Donc le problème est simple, c'est une affaire européenne. A ce titre, l'Allemagne a décidé d'apporter une contribution. Certes ce n'est pas comme en Afghanistan où sa contribution est essentielle. Là, elle est modeste, pour dire les choses, mais ce qui est important, c'est qu'elle soit là comme l'Angleterre, comme les autres pays européens. Ça c'est la solidarité européenne dans le cadre d'une mission voulue par l'ONU. J'ajoute que c'est très important parce que après la Macédoine, c'est une opération beaucoup plus importante et la première opération menée par l'Europe à l'extérieur de l'Europe, la première. Donc je suis très reconnaissant au Chancelier de la décision qu'il a prise. Très reconnaissant.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, la situation est de nouveau explosive au Proche-Orient et nous aimerions savoir ce que l'Union européenne pourrait faire pour pacifier cette région. M. SOLANA a proposé des mesures concrètes, qu'est-ce que l'Union européenne pourrait faire concrètement ?

LE PRESIDENT - D'abord nous avons la même approche sur le problème du Moyen-Orient. Il faut bien admettre que dans le cadre du Quartette, nous nous sommes réjouis que la feuille de route ait été envoyée. Et nous considérons que l'initiative américaine est une initiative déterminante compte-tenu des relations que les Etats-Unis ont avec Israël. Et c'est pourquoi nous avons, à Evian, approuvé sans réserve l'initiative du Président BUSH et notamment les réunions organisées d'abord à Charm el-Cheikh et ensuite à Aqaba et nous avons souhaité ensemble le

organisées à côté d'ennemi et ennemi et ensuite à Aqaba et nous avons obtenu ensemble le meilleur pour l'initiative américaine au Président BUSH. Nous le lui avons d'ailleurs dit ensemble dans nos entretiens avec lui, le Chancelier et moi. Ceci étant, nous avons parfaitement conscience du caractère très difficile de ce problème. Nous notons tout de même une convergence d'approche sur le plan régional que nous n'avons pas connue jusqu'ici, un effort manifeste de volonté d'aller vers la paix du Premier ministre israélien et un effort manifeste d'aller vers la paix du Premier ministre palestinien, en accord, a-t-il bien précisé, avec le Président ARAFAT. Nous allons tous maintenant participer autant que nous pouvons et avec tous nos moyens, notamment dans le cadre du Quartette, à essayer d'encourager ces efforts dans la seule direction possible, qui est celle de la paix.

LE CHANCELIER - Merci, Mesdames et Messieurs.